Raymond Camus, prophète

Autor(en): **Barrat, Robert**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Habitation : revue trimestrielle de la section romande de l'Association Suisse pour l'Habitat**

Band (Jahr): **30 (1958)**

Heft 12

PDF erstellt am: **05.05.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-124810

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

existait, dans le répertoire historique de l'architecture, des formes nobles et des formes viles, et qu'il fallait utiliser les unes et rejeter les autres, quels que soient le climat, la situation, le matériau, le problème à résoudre. On a vu pousser alors, sous toutes les latitudes, et coïncidant d'ailleurs avec une expansion commerciale puissante, ces atroces palais prétentieux, dont la lourdeur se voulait imposante, et qui ont tant contribué à démonétiser les agissements des nations qui les avaient si malencontreusement édifiés. Nos propres villes aussi ont été victimes de cette architecture de pacotille, où les merveilles issues de la Grèce antique, de l'Italie renaissante, de la France classique, ont été salies par d'affreux plagiats, qui enlaidiront longtemps encore le cadre où nous sommes bien obligés de passer notre existence. Le vrai créateur, pour cette raison, ne sera donc pas celui qui fera naître, dans les régions désintéressées de sa pensée, un schéma, des proportions, des systèmes de lignes ou de volumes, agencés avec plus ou moins de bonheur, mais sera, au contraire celui qui, se nourrissant pour ainsi dire de la matière dans laquelle il prévoit son ouvrage, pourra en exprimer les qualités particulières, la solidité, la fragilité, la lourdeur, la légèreté, la puissance ou la grâce, qu'il saura faire fructifier jusqu'à l'expression pure et simple de la vérité sans phrases. Il s'agit donc beaucoup plus, pour arriver à cette authenticité, d'une science d'observation (mais combien pénétrante et sagace), que d'une imagination sans contacts avec le réel. Il est peut-être désagréable de penser que, pour parvenir à la beauté, l'artiste soit obligé de passer par un esclavage aussi tyrannique; et pourtant, rien n'a jamais été créé, et rien ne pourra jamais l'être, qui n'ait fondé sa valeur sur de tels renoncements.

Aussi bien Saugey que Gaillard, dans les deux ouvrages que nous présentons ici, ont réussi cette rare et juste expression d'un matériau, sans laquelle l'architecture n'est qu'un jeu sans portée. P. J.

Raymond Camus, prophète

Le Gouvernement soviétique, qui veut construire deux millions de logements par an, a trouvé le technicien qui lui manquait. C'est un Français, Raymond Camus, 47 ans.

Chapeau sur la tête, larges pantalons, des manteaux aux épaules athlétiques, et sourire heureux aux lèvres, quatre ingénieurs soviétiques entrent chaque jour dans un immeuble bourgeois de la rue du Colisée. Ils sont à Paris, en voyage d'études, depuis trois semaines. L'objet de leur stage, c'est l'étude des procédés de construction d'un ingénieur français, le seul étranger auquel Moscou ait demandé sa collaboration pour aider à la réalisation du gigantesque programme de deux millions de logements par an fixé par M. Khrouchtchev.

En mai 1956, en septembre 1957, puis en mai dernier, Raymond Camus, 47 ans, s'est rendu à Moscou. Il y a signé avec le Gouvernement soviétique un marché comportant la création de deux usines, à Bakou et à Tachkent. Deux usines à fabriquer des logements.

Depuis dix ans, ce Français est en effet en train de révolutionner l'art millénaire de construire des maisons. A une technique qui était pratiquement demeurée au stade de l'artisanat, il vient de faire faire un gigantesque bond en avant. Grâce à lui, le bâtiment va enfin mériter le nom, usurpé jusqu'à présent, d'industrie.

En l'an 2000, les Français souriront sans doute devant nos murs de briques ou de parpaings montés un à un, au ciment et à la truelle, et de nos charpentiers qui assemblaient sur le chantier faîtage, poutres et chevrons. Ces procédés leur paraîtront aussi archaïques qu'à nous ceux qu'emploient encore les Africains ou les Hindous qui pétrissent à la main la boue dont ils font leurs habitations.

Un logement par heure

Plusieurs usines en France – Douai, Forbach, Montesson – une à la Réunion exploitent déjà depuis quatre ans le procédé Camus et produisent vingt logements par jour à un rythme qui atteint parfois celui de un logement à l'heure.

La découverte de Raymond Camus survient à point pour notre pays. Loin de s'améliorer, la situation de la construction empire chez nous d'année en année.

En 1953, un ministre annonçait gravement que quatre années plus tard on verrait apparaître un peu partout des pancartes: « Appartement à louer. » Mais en 1958 la situation se présente de la façon suivante: le déficit sur les objectifs minima prévus en 1953 est de l'ordre de 700 000 logements. Au lieu de construire 320 000 logements, la France n'en a

produit que 200 000 en moyenne depuis six ans. Elle se classe au treizième rang des nations constructives. Un logement français coûte 2,4 fois plus cher qu'un logement allemand.

Il est malhonnête de laisser espérer aux Français que la crise va se résorber rapidement. Avec les méthodes actuelles, il est logiquement impossible de construire les 390 000 logements fixés en avril dernier comme norme raisonnable par la Commission spécialisée du Commissariat au plan. De 270 000 en 1957, le nombre des logements réellement livrés est, au contraire, tombé à 250 000 en 1958; il ne dépassera pas 230 000 en 1959, pour descendre sans doute un peu plus bas en 1960. Une simple règle de trois permet de s'en rendre compte. Le prix d'un logement moyen de trois pièces étant de l'ordre de 3 100 000 fr. – achat de terrain et tous autres frais compris – le financement d'un programme de 370 000 logements supposerait donc des investissements globaux de 1200 milliards! Ils ne sont actuellement que de 740 milliards.

Si un redressement brutal n'est pas opéré dans les mois qui viennent, la France court à une catastrophe nationale pour 1965, année du rendez-vous avec les générations de l'après-guerre qui seront alors en âge de se marier et de fonder un foyer.

Le problème est d'abord financier – mais il est aussi technique. Depuis dix ans, des spécialistes du Ministère des finances refusent obstinément d'augmenter les crédits du Ministère de la construction, à cause du fameux goulot d'étranglement de la main-d'œuvre.

«Si vous construisez trop, disent-ils, vous allez faire monter les prix et créer un courant inflationniste.»

Mais, à ce langage, Raymond Camus et la masse des constructeurs répondent aujourd'hui:

«Il n'y a plus de problème technique à la construction en France. Nous avons fait sauter le goulot d'étranglement de la main-d'œuvre spécialisée. Nous pouvons vous construire chaque année les 400 000 logements dont la France a besoin. Donnez-nous des crédits, passez-nous des commandes. Nous nous chargerons du reste.»

Le bouquet sur la charpente

Le père de Raymond Camus, entrepreneur de construction au Havre, était ce qu'on appelle en province une «figure de la ville». Après la guerre de 1914-1918, c'est lui qui construira le stade municipal, la piscine et un grand nombre des habitations.

Il a cinq fils. Raymond est l'aîné. Dès que celui-ci a dix ans, son père le traîne, après l'école, sur tous ses chantiers.

Quelquefois, sur les collines qui entourent Le Havre, l'adolescent a assisté à un spectacle qui marque profondément sa sensibilité. La charpente vient d'être posée: monté au faîte, un ouvrier a attaché à la cheminée le traditionnel bouquet. On a bu un verre: les futurs propriétaires sont là. En fin de journée, quand tout le monde est parti, Raymond a vu un homme – son père, son ami – faire face à l'œuvre sortie de ses mains et la regarder silencieusement, comme s'il en prenait possession, avant de la livrer aux autres. «Un métier d'homme, le bâtiment est un métier d'homme.»

En cent cinquante ans la révolution industrielle a transformé les méthodes de production, le visage économique, le paysage et même l'art de vivre de l'Europe. Seul le bâtiment est demeuré en marge de ce grand courant de modernisation. Quand il sort de Centrale en 1933, Raymond Camus a la tête pleine d'un savoir neuf et de projets ambitieux: il veut que sa profession vive à l'échelle du siècle. Mais en quatre ans, il découvrira que les réformateurs n'ont jamais raison tout de suite.

La réalité qu'il retrouve à son retour au Havre est beaucoup moins exaltante que celle qu'il a connue pendant son adolescence. L'entreprise, c'est l'activité qui a le plus d'adhérences avec l'ensemble du corps social. Et le corps social français est sclérosé.

«Il faudrait organiser le marché au plan du département, ou même au plan national, pense le jeune ingénieur. Le droit au logement est un droit aussi fondamental dans la société moderne que le droit au pain ou le droit au travail! L'Allemagne hitlérienne, l'Italie mussolinienne sont beaucoup moins riches que la France: mais elles bâtissent. Quand on a de la pierre, du ciment, du bois et des bras, qu'est-ce qui empêche de construire des maisons?»

L'étincelle Citroën

Lassé de voir son énergie d'homme de vingt-cinq ans se heurter au mur de la routine, du préjugé ou du fatal insuccès, le jeune ingénieur décide d'explorer un domaine où sa volonté créatrice connaîtra moins d'entraves. L'automobile est l'un de ces secteurs nouveaux où des solutions révolutionnaires ont encore une chance d'être appliquées. Il entre chez Citroën. En une dizaine d'années, sous l'impulsion de quelques hommes de génie, l'industrie automobile, née dans des ateliers misérables des bords de la Seine, est devenue la première industrie française. Coup sur coup les usines du quai de Javel ont sorti des modèles – moteur flottant, traction avant – qui bouleversent le marché de l'automobile français. Rançon de ce progrès: plusieurs milliers d'ouvriers mal logés, vivant en garnis ou qui s'épuisent plusieurs heures par jour dans les transports en commun. Pierre Boulanger, directeur-gérant de l'Entreprise Citroën, cherche un ingénieur qui prendrait en charge le problème du logement du personnel ouvrier. Camus abandonne à ses frères sa place dans l'usine paternelle et «monte à Paris».

Boulanger a eu, l'un des premiers, l'idée de trouver une solution moderne au problème du logement populaire. Il envoie Camus en enquête, sur le tas. Il le charge d'aider ceux qui essaient de s'en tirer tout seuls, de faire le tour des difficultés existantes et de chercher une solution qui sera peut-être une maison Meccano préparée par l'usine et qu'ils monteraient eux-mêmes. Il veut que ses ouvriers soient bien logés, ou tout simplement logés.

Pour les ouvriers c'est une obsession. Camus en voit qui passent leurs dimanches et leurs jours de congés à transformer des poulaillers et des caves en habitations. Certains ont mis des années à édifier, brique par brique, un pavillon de deux pièces: quand ils y entrent, c'est quelquefois pour mourir, les poumons rongés par la tuberculose.

Un jour, devant le spectacle formidable et neuf à ses yeux d'une chaîne de montage, tandis que dans le fracas assourdissant des perceuses et des emboutisseuses il entend pour la millième fois la plainte d'un ouvrier qui consacre le tiers de sa paie au loyer d'un misérable garni, l'étincelle jaillit.

Dix ans de mise au point

Pourquoi ne pas adopter pour la construction des maisons les procédés qui ont fait leurs preuves dans l'automobile? Les besoins de la consommation intérieure sont les mêmes: tôt ou tard la crise éclatera, provoquant une prise de conscience nationale, nécessitant l'apparition de techniques nouvelles. La solution ne serait-elle pas là? Imiter les pionniers de l'automobile en construisant une usine à fabriquer des maisons.

Cent fois il va refaire le raisonnement dans sa tête. Est-il possible de fabriquer en série les éléments fondamentaux d'une maison, murs, planchers, plafonds, escaliers? Techniquement rien ne l'empêche. Le seul problème est celui du transport: une automobile, une bicyclette, un camion peuvent rouler une fois assemblés. Une maison pas. Il faudra donc produire des éléments qui puissent être transportés au lieu d'assemblage. Autrement dit c'est la puissance des engins de transport et de manutention – grues, tracteurs ou remorques – qui en fixera les limites. Une fois que l'idée a pris corps dans son esprit, elle ne le lâchera plus. Tous les inventeurs connaissent cette phase obsessionnelle qui ne leur laisse plus ni répit ni repos. Camus n'en perd pas le boire et le manger, mais le sommeil. De 1937 jusqu'à 1947, pendant dix ans, il passera une partie de ses nuits à mettre au point son invention.

A Montesson, on peut la voir aujourd'hui, réalisée. Cent ouvriers, parmi lesquels 80 % de simples manœuvres spécialisés, produisent en usine dix logements par jour. Côté Seine, des chalands amènent en vrac les matières premières: sable, gravier, ciment, qui alimentent la centrale à béton. De là, les bétons sont distribués automatiquement dans l'usine par des tuyauteries et des wagonnets. Côté route, avec une régularité d'horloge, des grues chargent les remorques de panneaux pesant jusqu'à 7 tonnes. Tout à l'heure à Argenteuil, ou à Pantin, des ouvriers joueront à un jeu de construction d'un nouveau genre. Ces morceaux de maison – qui contiennent déjà les enduits intérieurs, les revêtements extérieurs, les canalisations électriques et de chauffage – seront mis à leur place par les grues de chantier, quelquefois à plus de 30 m. dans les airs.

Le procédé Camus a déjà permis à plus de 6000 logements de voir le jour dans la région parisienne. Cinq mille dans le Nord et 5000 en Lorraine. Maison individuelle ou collective, de 3, 5, 7, 13 étages, il suffit de passer commande.

Les compliments d'Eisenhower

Il n'a pas fallu moins que le cataclysme de la deuxième guerre mondiale pour que l'idée audacieuse du jeune ingénieur fût prise au sérieux. Seules les destructions massives causées par la guerre, et la crise aiguë du logement qu'elles ont entraînée, ont permis à cette tentative révolutionnaire de venir à terme.

Entre 1949 et 1950, après avoir définitivement mis au point ses procédés, Raymond Camus a pris ses brevets et s'est fait la main au Havre, où une coopérative locale lui a passé commande d'un premier immeuble de trois étages. Un beau matin, les Havrais se sont réveillés devant le spectacle insolite de gros camions portant des murs, des escaliers et des planchers. En neuf mois, avec des moyens de fortune, l'équipe des cinq frères est parvenue à réaliser le premier immeuble reconstruit livré aux sinistrés.

En 1951 – ce sera la chance de Camus – le Shape commande au Ministère de la reconstruction 163 logements qui doivent être impérieusement construits en l'espace d'une année. Il s'agit d'édifier à Saint-Germain un ensemble de huit bâtiments comportant des logements de sept types différents, au total 30 000 m² de surface bâtie. Claudius-Petit et M. Spinetta, directeur de la construction, ont étudié les procédés Camus: ils saisissent l'occasion de réaliser une démonstration de grande envergure sur l'efficacité des nouvelles méthodes de construction.

A sa jeune entreprise, Raymond Camus assure aussitôt le concours de deux grosses maisons chevronnées, puis installe sa chaîne fin août 1951 dans les bâtiments désaffectés d'une ancienne fabrique d'avions de Colombes. Les travaux avancent à une allure record: fin septembre, les premiers panneaux sortent de l'usine. Sept mois plus tard le chantier est totalement terminé: «Shape-Village» est achevé. Le général Eisenhower, commandant en chef du Shape, visitant les chantiers, lui serre vigoureusement les mains et l'assure «qu'aux USA on n'aurait fait ni mieux ni plus vite».

C'est la notoriété, et même la célébrité. L'équipe construit ensuite, encore pour le Shape, les quatre immeubles de huit étages que l'on aperçoit en arrivant à Fontainebleau, au débouché de la Nationale 7. Le MRU lui confie l'exécution de 4000 logements à Boulogne, Clichy, Bagnolet, Nanterre. Même programme pour les Houillères du Nord, à Douai. Quant aux Houillères de Lorraine, elles lui passent une commande de 2500 logements. Des ingénieurs de tous les pays du monde viennent visiter ses usines et ses chantiers: des personnages officiels affirment qu'il administre la preuve que la France demeure à l'avant-garde du progrès et de l'invention techniques.

En 1956, le ministre de la Construction d'URSS, V.A. Koutcherenko, et un groupe de constructeurs soviétiques viennent visiter l'usine de Montesson.

«Ils n'attendront pas»

Apparemment comblé par la vie, Raymond Camus pourtant n'est pas un homme satisfait. Le problème de sa réussite personnelle a cessé de l'intéresser. Ce qui le préoccupe, c'est autre chose: à Douai, à Clichy, à Forbach, lors de ses tournées, il découvre qu'il y a toujours autant, sinon plus, de mal logés en France en 1958 qu'en 1938. Des hommes, des femmes, des jeunes et des vieux, attendent depuis deux ans, cinq ans, dix ans, l'appartement ou la maison où ils pourront enfin commencer à vivre.

Urbanistes, architectes, hommes politiques ont beau crier casse-cou depuis la Libération, la maison française continue de marcher, impavide, à l'abîme. Comme Zehr-

fuss, Lods, Prouvé ou Coignet, Raymond Camus sait aujourd'hui qu'une partie du destin de la France de demain repose sur ses épaules, sur la force du cri d'alarme qu'il pourra faire entendre.

«Réfléchissez, dit-il. Selon les schémas officiels, il faudra encore trente-cinq ans pour venir à bout du problème logement. En réalité, tout le monde sait maintenant qu'avec les méthodes actuelles, les mal logés ou les sans-logis le sont pour l'éternité.

»Mais regardez bien les J3 d'aujourd'hui: ils n'ont pas été, comme nous, dressés à l'école de la patience ou de la souffrance. Ceux-là n'attendront pas un appartement trente-cinq ans, ni vingt ans, ni même dix. Ils n'accepteront pas, comme leurs aînés, de coucher avec leur jeune femme sur une table de cuisine dans le deux-pièces de leurs parents.»

Les résistances

A situation révolutionnaire, il faut des solutions révolutionnaires. L'inventaire en a été dressé depuis longtemps. Elles impliquent d'abord que les milieux du bâtiment prennent eux-mêmes l'initiative de réformer les structures de leur profession. Il s'agit d'organiser les quelque 210 000 entreprises françaises dont le nombre d'ouvriers va de quelques unités à plusieurs milliers – et qui agissent non selon leurs moyens et leur situation géographique, mais suivant les hasards d'un marché capricieux.

Ces solutions impliquent que l'on cesse d'utiliser des méthodes de construction qui avaient leur valeur du temps des Pharaons mais qui sont aujourd'hui dépassées par les besoins de l'âge atomique: standardisation, normalisation, industrialisation sont les mots clés de la réforme nécessaire en ce domaine.

« On ne fait pas de révolution sans égratigner des intérêts, c'est trop certain, répète Camus. Mais ici, attention à la démagogie. Des politiciens à courte vue ont fait du poujadisme à leur manière en persuadant les petits entrepreneurs que l'industrialisation les conduisait à la ruine. Rien n'est plus faux: c'est même le contraire qui est vrai. L'industrie nouvelle et l'entreprise traditionnelle sont nécessairement complémentaires. Sur un chantier industrialisé il y aura toujours une part – un tiers environ – de travaux non industrialisables à confier aux petites et moyennes entreprises. Quant aux édifices – écoles, postes, garages, églises, théâtres dont la construction relève essentiellement des techniques habituelles – il est clair que leur nombre augmentera en fonction du volume des grands ensembles, villes satellites ou complexes urbains à construire. N'oublions pas, pour finir, tous les travaux d'entretien, qu'il faudra bien tout de même se décider à assurer normalement. Avec les transformations, aménagements de toute sorte et travaux «sur mesures», l'entretien restera la mission essentielle des PME et des artisans.

» Ouvrez davantage de chantiers, et il y aura davantage de travail pour toutes les entreprises, cela saute aux yeux. Ici comme dans les autres secteurs de l'économie nationale, seule une expansion intelligemment dirigée et financée peut sauver le bâtiment français du marasme présent et du lent effondrement à venir. Et puis, voyez-vous, il y a des courants contre lesquels on ne peut rien. Quand sont apparus les premiers taxis, les cochers de fiacre ont organisé des syndicats de défense qui ont gaspillé beaucoup d'efforts, de temps et d'argent, pour essayer d'endiguer une vague qui les a finalement submergés. Les cochers intelligents ont tout simplement appris à conduire... Une profession n'est pas un bastion qu'il s'agit de défendre coûte que coûte; elle ne se justifie que si elle reste toujours prête à répondre aux besoins de la société, donc à s'adapter et à évoluer.»

Ce qu'il faut faire

Ces réformes internes, les milieux dirigeants du bâtiment les ont acceptées depuis longtemps: ils en proclament eux-mêmes la nécessité:

«Mais, disent-ils, elles ne peuvent être opérantes que si sont remplies certaines conditions préalables qui ne dépendent pas de nous, mais du gouvernement.»

Accélération des procédures d'expulsion, de l'expropriation; transformation des lois régissant la propriété commerciale; relèvement du plafond de 200 milliards de primes et prêts consentis par le Crédit Foncier; augmentation progressive des loyers; autorisation pour les sociétés conventionnées, nouvellement créées, de lancer des emprunts prioritaires sur le marché de l'épargne. Telles sont quelques-unes des mesures – la liste n'est pas exhaustive – sans lesquelles rien de sérieux ne pourra être entrepris.

Mais il est une expression qui revient constamment dans la bouche de tous les constructeurs, c'est «la continuité des commandes».

Quel serait l'état d'esprit d'un postier, d'un instituteur, ou d'un fonctionnaire si son travail ne lui était pas garanti au-delà d'une période de trois ou de six mois? L'entrepreneur et le constructeur sont très exactement dans cette situation: ils n'ont jamais devant eux qu'un programme de commandes à court terme. Comment pourraient-ils prendre le risque de réformer leurs méthodes? Ceux qui l'ont pris, les quelques industriels de l'entreprise, ne savent même pas si malgré l'énormité des besoins ils ne devront pas fermer leur usine demain.

Le système français cumule les inconvénients d'un capitalisme sans argent et d'un dirigisme sans pouvoir. A la différence des «builders» américains, les sociétés de construction françaises ne peuvent lancer de grands emprunts sur le marché de l'épargne. Mais de son côté, l'Etat français n'a pas su jusqu'à présent mettre en route le plan quinquennal qui, assurant à tous, petits ou grands, la continuité des commandes, permettrait de donner le branle au grand chantier France.

L'Etat finance la construction à 80 %. Cela lui donne les moyens d'agir dès qu'il le voudra et comme il le voudra.

Les Camus, les Le Corbusier, les Zehrfuss, les Lods, etc., attendent – et avec eux une population record de mal logés. Et cependant l'étranger, à la recherche d'idées nouvelles en matière de construction, se tourne vers la France, car un Français, encore une fois, vient d'inventer quelque chose dont son pays risque d'être, encore une fois, le dernier à en tirer bénéfice.

Robert Barrat.

«L'Express», Paris, 4 décembre 1958.